

4 Économie

Entretien avec le P-DG du Groupe Ceca-Gadis

Michel Essonghe : " Le Groupe Ceca-Gadis a vu ses activités fortement impactées par la crise économique "

Propos recueillis par Maxime Serge MIHINDOU

Libreville/Gabon

Dressant le bilan de l'exercice comptable 2017, le Président-Directeur général (P-DG) du Groupe Ceca-Gadis évoque, dans cet entretien exclusif, les défis majeurs auxquels est confrontée la plus grande enseigne commerciale du pays. Notamment la préservation de ses effectifs malgré la sévérité de la crise, les innovations en cours au sein du groupe, ou encore le soutien attendu de l'Etat au bénéfice des entreprises.

L'Union. Monsieur le P-DG, nous arrivons au terme de l'exercice 2017, quel bilan comptable peut-on dresser des activités du Groupe Ceca-Gadis ?

Michel ESSONGHE : Comme vous le savez, notre pays fait face depuis près de trois ans à de graves déséquilibres économiques nés de l'effondrement des prix du pétrole et de la baisse des réserves de change. Naturellement, cette situation a un impact grave sur les finances publiques et, donc, sur la consommation en général. Le Groupe Ceca-Gadis, acteur majeur de la grande distribution dans notre pays, a vu ses activités fortement impactées par cette crise. Ce que je peux vous dire, globalement, est que notre entreprise a, bien entendu, connu un résultat bien en deçà de nos prévisions et qui est en baisse constante depuis l'année 2014. Un chiffre d'affaires en baisse de près de 30%, des créances clients qui ont gonflé, et des charges importantes.

Allez-vous, comme c'est le cas dans plusieurs autres entreprises, réduire vos effectifs et vos investissements ? Quelles sont les stratégies mises ou que vous comptez mettre en place pour faire face à cette conjoncture défavorable au niveau du groupe ?

- Par son ampleur et ses conséquences humaines et sociales, la crise économique et financière actuelle est un sujet de préoccupation. Vous avez connaissance du nombre d'entreprises en difficultés actuellement dans notre pays. Sans compter celles qui ont été contraintes d'arrêter leurs activités en quittant précipitamment le pays. Beaucoup de ces entreprises sont des clients de Ceca-Gadis, et leurs salariés également. Dans la ville de Port-Gentil et ses environs, cet impact est doublement ressenti, du fait du poids du secteur pétrolier dans l'économie de la province de l'Ogooué-Maritime. Tous nos départements, qu'il s'agisse de l'alimentaire ou des biens de consommation, ont connu un résultat négatif en 2017. Avec pour conséquence principale, un chiffre d'affaires global en baisse de 30% par rapport à l'année 2014. Pour y faire face, nous avons déjà pris un certain nombre de mesures. Principalement de nous limiter aux seuls investissements productifs. Pour nous permettre d'engranger du chiffre d'affaires supplémentaire, il nous faut davantage investir, aller à la conquête de nouveaux clients par une stratégie commerciale et marketing plus volontaire. Nos charges de fonctionnement vont également connaître une baisse importante, sans bien entendu compromettre les activités des départements productifs.

Et vos effectifs ?

- Pour ce qui est de nos effectifs, à ce jour, il n'y a aucune mesure de licenciement économique prévue. Bien au contraire, nous continuons de recruter des jeunes Gabonais, en fonction des spécificités de nos métiers. Bien entendu, nous resterons vigilants quant à l'équilibre financier de notre entreprise, et nous n'écarterons aucune mesure visant à sa préservation. Je dois ajouter que notre activité souffre également des conséquences liées aux troubles nés des élections politiques. Ainsi, en août 2016, nous avons dénombré plus d'une vingtaine de magasins qui ont été, soit pillés, soit détruits lors des émeutes post-électorales. Sans oublier les pertes d'exploitation générées par les périodes de fermeture des magasins. A ce jour, et malgré nos garanties d'assurance, nous avons dû les reconstruire et les remettre en activité à nos frais, et nous sommes en attente du remboursement par les assurances.

Quelles sont, d'après vous, de façon générale, les mesures de soutien que l'Etat peut mettre en place afin de faire face à cette conjoncture difficile ?

- De façon générale, en effet, comme dans tous les pays du monde, il peut arriver que l'Etat mette en place des mesures particulières d'incitation, d'accompagnement et de soutien des entreprises qui se trouvent confrontées à des difficultés conjoncturelles, notamment en période de crise. Je rappelle, pour ce qui est du Groupe Ceca-Gadis, l'un des acteurs majeurs de la grande distribution dans notre pays, qu'il a été créé dans les années 30 par un investisseur privé, et l'Etat en a pris ensuite le contrôle en tant qu'actionnaire majoritaire jusqu'en 1967. Depuis lors, divers investisseurs privés se sont associés et ont constitué ainsi l'un des rares exemples d'une privatisation réussie dans une structure totalement nationale. Ce rappel m'a paru nécessaire pour indiquer que le groupe Ceca-Gadis remplit, malgré son statut d'entreprise privée, une mission de service public qui s'est toujours traduite par un partenariat dynamique avec l'Etat. Je voudrais indiquer, à cet effet, que nous sommes la seule entreprise privée à être installée dans tout le territoire national et dans quasiment toutes les villes de notre pays. Ces implantations qui se poursuivent, malgré tout, ne sont pas toutes rentables. Notre volonté de nous rapprocher de l'ensemble des Gabonais, quelle que soit la localité, demeure néanmoins intacte. Lorsque vous connaissez la qualité des infrastructures, et les conditions de transport pour acheminer dans les coins et recoins de notre pays, et dans les conditions de régularité, de sécurité et d'hygiène idoines, les mêmes produits et marchandises que ceux qui sont vendus dans les grands centres urbains, vous pouvez imaginer les efforts que notre entreprise consent. C'est pourquoi, tout en remerciant les plus hautes autorités de notre pays pour les soutiens divers, je souhaite que l'Etat soit toujours plus attentif à l'accompagnement des efforts déployés par notre entreprise.

Pensez-vous que le Plan de relance économique mis en œuvre par le gouvernement peut réellement faire redécoller la croissance, et partant la consommation des ménages ?

- La mise en place du Plan de relance économique est un élément déterminant qui va per-



Michel Essonghe, P-DG du Groupe Ceca-Gadis.

mettre de renforcer la soutenabilité de notre économie. Nous souhaitons qu'il porte ses fruits car, de sa réussite dépendra le renforcement de l'économie gabonaise, et donc plus d'investissements, plus d'emplois et plus de richesses. Il est vrai que la crise actuelle contraint l'Etat à optimiser ses recettes mais, il est important également que les objectifs de renforcement de l'activité économique, de lutte contre le chômage, de soutien aux entreprises qui créent la richesse et l'emploi soient maintenus. Notre pays a connu depuis près de dix ans une transformation de son paysage économique, avec plusieurs PME qui se créent et qui contribuent à la richesse nationale. D'un autre côté, malgré la crise, notre clientèle est devenue plus exigeante. Plus de services, plus de choix, plus de proximité. Pour y arriver, nous devons sans cesse nous renouveler, avec des magasins plus modernes, des employés mieux formés, des produits respectant des conditions d'hygiène irréprochable. Ces efforts seront poursuivis, et tous nos salariés sont mobilisés pour cet objectif. Aujourd'hui, Ceca-Gadis, c'est près de 2 000 emplois directs, auxquels il faut ajouter les emplois indirects, ainsi que les nombreuses familles qui vivent des salaires versés. On peut donc aisément comprendre que Ceca-Gadis, opérateur historique de la grande distribution dans notre pays, joue un rôle social important.

Le gouvernement a mis en place, le 15 août dernier, une nouvelle mercuriale des prix. Néanmoins, pour de nombreux acteurs de la filière, l'entrée en vigueur de cette nouvelle grille des prix pourrait entraîner l'arrêt des importations de certains biens. Avec deux conséquences : le développement du commerce informel, et la pénalisation de certains importateurs ayant des structures de charges plus importantes. Quel est votre avis sur cette problématique ? Étant dans une économie libérale, une mercuriale peut-elle être la solution contre la flambée des prix et la lutte contre la vie chère ?

- Nous réaffirmons sans cesse notre statut d'entreprise citoyenne, et c'est pourquoi nous sommes attachés à accompagner les efforts du gouvernement dans tout ce qui doit contribuer au bien-être des Gabonais. Pour notre part, dans le cadre du Simpex (Syndicat des importateurs et exportateurs), nous avons travaillé avec le gouvernement à la mise en place de cette nouvelle mercuriale. Globalement, nous avons adhéré aux objectifs de cette mercuriale. Il reste, néanmoins, que certains produits de cette mercuriale sont large-

ment soumis aux aléas d'une conjoncture internationale sur laquelle nous n'avons aucune prise. Il est donc important que ces aléas soient pris en compte, tout comme il est nécessaire d'avoir une juste appréciation des conditions d'acheminement dans certaines localités de notre territoire de certains produits, et des impacts du coût du transport. Tout aléa qui contribuera à l'augmentation des cours internationaux de certains produits, ou d'une mesure locale d'augmentation des coûts de logistique (augmentation du carburant par exemple), aura fatalement un impact sur l'application de cette nouvelle mercuriale. De plus, le développement du secteur informel qui contribue à affaiblir les activités des entreprises formelles, peut également être un élément déstabilisateur. Ainsi, dans le cadre des mesures de baisse des coûts portuaires relatives à la vie chère, nous avons constaté que des entreprises non spécialisées ont importé des produits de la vie chère et les ont vendus dans les autres pays de la sous-région. Ce qui signifie un détournement d'une mesure gouvernementale qui n'a pas entièrement profité aux populations du pays. C'est pourquoi, nous soulignons la nécessité d'une juste évaluation de ces différents facteurs, afin d'éviter une dégradation des équilibres financiers des entreprises qui contribuent de façon active et pleine au développement du pays, comme Ceca-Gadis. Néanmoins, nous continuerons à travailler avec tous les partenaires (associations de consommateurs, producteurs locaux, Etat, autres opérateurs privés) pour la mise en place de mesures pérennes qui devront contribuer à baisser les prix des produits de grande consommation. C'est dans cet esprit que nous avons décidé, en partenariat avec l'Etat et le groupe Olam, d'être le porteur de la dernière édition de la foire agricole de Libreville, car nous sommes convaincus que la lutte contre la vie chère passe nécessairement par le développement d'une agriculture locale, qui valorise nos produits et nos territoires. En notre qualité de distributeur, trait d'union entre le producteur et le consommateur, nous sommes engagés à continuer de distribuer, dans le strict respect des normes de qualité, de régularité et d'hygiène, les produits gabonais.

L'année 2018 s'annonce aussi incertaine que 2017 en termes de reprise de l'activité économique. Quels sont vos perspectives et vos projets d'investissements pour l'exercice 2018 ?

- Nos objectifs pour 2018 s'inscrivent dans la poursuite de la mise en œuvre de notre stratégie commerciale. La modernisation de nos magasins va se poursuivre, l'amélioration de notre qualité de services, la formation de nos collaborateurs, la lutte contre la vie chère avec une offre de produits au juste prix, et la proximité avec nos consommateurs. Nous avons également amorcé un développement de la vente en ligne, afin d'exploiter toutes les possibilités qu'offre aujourd'hui le développement du numérique. Tels sont les grands axes de cette stratégie. Dans cet esprit, l'axe majeur de notre développement est centré sur la formation et le développement des compétences de nos collaborateurs. Il nous faut nous adapter aux besoins de notre clientèle, et pour cela, seule la qualité de nos produits, de notre service et de nos collaborateurs fera la différence.

CHANGEMENTS	COURS INDICATIFS DES DEVICES EN DATE DU 19/12/2017	FIXING			VENTE BILLETS (sans frais)		INDICES BOURSISERS			
		DEV	EUR/DEV	DEV/COT	DEV/CFA	DEV	CFA		en date du	
		XAF	xxxxx	xxxxx	xxxxxx	1 EUR	655,957	CAC 40	19/12/2017	5 418,77
		USD	1,1795	1USD =	556,131	1 USD	575,596	DOW JONES	19/12/2017	24 846,31
		CAD	1,5185	1CAD =	431,977	1 CAD	455,236			
		JPY	132,6600	1JPY =	4,945	100 JPY	514,183			
		GBP	0,8821	1GBP =	743,648	1 GBP	776,257			
		CHF	1,1652	1CHF =	562,957	100 CHF	59 014,53			
		ZAR	15,1661	1ZAR =	43,252	100 ZAR	4 497,63			
		MAD	11,1445	1MAD =	58,859	1 MAD	61,21			
		CNY	7,8055	1CNY =	84,038	1CNY	86,56			
		KES	121,1400	1KES =	5,415	1KES	5,58			

**BRENT (IPE) US Dollars/Baril
19 Decembre 2017: 63,43**